

L'INTÉGRATION **EUROPÉENNE :** **UNE URGENCE** **POUR LA SUISSE !**

Sans accord institutionnel, la Suisse sera marginalisée. Le Nomes demande de conclure rapidement les négociations, tout en rouvrant le débat sur l'adhésion à l'Union européenne, alternative crédible au bilatéralisme et dernière étape d'une intégration vitale pour la Suisse.

S'exprimant par la présente Feuille de route, le Nouveau mouvement européen Suisse (Nomes) veut contribuer à **relancer l'intégration européenne de la Suisse**. Cette prise de position intervient alors que le pays est incapable de prendre en mains son destin européen. Face à ce blocage inacceptable, le Nomes avance **huit propositions politiques et sociétales**.

Pour le Nomes, les relations avec l'Union européenne (UE) ne sont pas sécurisées et le risque d'une marginalisation de la Suisse ne cesse de grandir. Il demande donc que les négociations d'un accord institutionnel soient intensifiées, la fenêtre d'opportunité qui permet à la Suisse de bénéficier d'un statut sur mesure étant en train de se refermer. En cas d'échec du processus bilatéral, la seule alternative crédible restera l'adhésion, option que le Nomes promeut avec conviction depuis ses débuts. Une (ré)ouverture rapide de la discussion sur ce thème

est donc primordiale. Dans la bataille entre nationalisme et intégration européenne qui ravage notre continent, le Nomes appelle la Suisse à choisir son camp en se montrant solidaire de l'UE. Le succès de la Suisse dépend fortement de celui de l'UE qui constitue, par ailleurs, le seul rempart solide au nationalisme. Enfin, la Feuille de route avance différentes mesures pour stimuler l'information et les débats sur les questions européennes. Les citoyen-ne-s suisses doivent pouvoir contribuer à façonner leur destin européen.

Le Nomes s'engage au quotidien pour le développement de l'intégration européenne de la Suisse. Par ses publications, l'organisation de débats et de conférences dans le pays, son réseau international et son lobbying politique, il continuera de stimuler la construction européenne, plus que jamais convaincu de son importance.

Vision et positions

- **Sécurité juridique** : il est urgent de sécuriser les relations entre la Suisse et l'UE ;
- **Souveraineté réelle** : seule une Suisse membre de plein droit de l'UE renforcera sa souveraineté réelle et celle des Suissesses et des Suisses qui pourront alors exercer leur droit de vote européen ;
- **Solidarité avec l'UE** : profondément européenne, la Suisse a un devoir de solidarité vis-à-vis de l'UE.

Propositions politiques

1. Une amélioration du pilotage européen ;
2. La sécurisation de l'accès au marché européen ;
3. La (ré)ouverture du débat sur l'adhésion de la Suisse à l'UE ;
4. Une évaluation des relations européennes de la Suisse.

Propositions sociétales

5. La promotion d'une Europe intégrée ;
6. La lutte contre les *fake news* (fausses informations) ;
7. Un lien plus étroit entre le Parlement suisse et le Parlement européen ;
8. Un échange avec les citoyen-ne-s sur l'avenir de l'UE.

INTRODUCTION ET SITUATION POLITIQUE

Donner un cap

Vingt ans après sa création, le Nomes s'exprime par la présente Feuille de route qui résume les analyses du mouvement et formule des propositions pour l'avenir de l'intégration européenne de la Suisse. Cette prise de position intervient alors que les relations entre la Confédération et l'UE sont en discussion. Aujourd'hui, la Suisse semble incapable de prendre en mains son destin européen. Face à ce blocage inacceptable, **la Feuille de route du Nomes veut faire entendre une voix forte et claire, tout en contribuant à donner un cap à une société paralysée.**

Blocages des relations entre la Suisse et l'UE

Depuis plus de deux décennies, la Suisse ne sait plus sur quel pied danser. D'un côté, elle a multiplié les coopérations avec l'UE, dans son intérêt. De l'autre, en cultivant le nationalisme, elle a mis en danger les accords bilatéraux qu'elle a pourtant elle-même sollicités. Résultat, écartelée entre les réalités européennes et ses penchants isolationnistes, elle sautille sur place, risquant de trébucher à chaque votation. De son côté, l'UE considère qu'une relation basée sur l'empilement d'accords sectoriels statiques n'a pas d'avenir. Pour construire une relation plus efficace et plus dynamique, la Suisse et l'UE se sont ainsi entendues sur l'idée de conclure un accord institutionnel, réglant de manière transversale l'accès de la Confédération au marché unique européen.

Or, discuté depuis dix ans, négocié depuis cinq ans, cet accord institutionnel n'est toujours pas réalisé. Pire, un consensus interne sur son éventuel contenu n'est pas acquis. C'est un échec dont les conséquences sont graves. Aujourd'hui, **les relations de la Suisse avec l'UE ne sont pas sécurisées.** Elles se dégradent. L'accès de la Suisse au grand marché européen n'est pas garanti et le risque de renforcer une marginalisation du pays sur la scène internationale est indéniable.

Une UE mise sous pression

Au niveau européen, la bataille fait rage entre les populistes et le camp de la raison. L'UE est attaquée de l'extérieur et de l'intérieur, par le retour des idéologies nationalistes et des régimes autoritaires. De plus, le Brexit met sous pression la construction européenne. Nul ne sait qui gagnera demain. Les risques d'une paralysie complète de l'UE, voire d'une implosion, ne peuvent être écartés.

La Suisse est directement concernée. Située au cœur de l'Europe, profondément intriquée dans la vie de l'UE, elle ne peut l'ignorer. Autrement dit, le succès de la Suisse dépend fortement de celui de l'UE.

Attaques du droit international et du multilatéralisme

Partout dans le monde, le droit international et le multilatéralisme sont contestés. Désormais, **les régimes autoritaires et les souverainistes sabotent les organisations multilatérales et remettent en question le droit international** qui assure notamment le respect des droits fondamentaux. Au niveau économique, le protectionnisme est de retour.

Ces nouveaux dangers menacent la Suisse. Au plan extérieur, elle a besoin des garanties offertes par le droit international pour assurer sa sécurité, sa prospérité et échapper à la loi du plus fort. Au plan intérieur, l'Union démocratique du centre s'en prend en permanence aux traités internationaux ratifiés par la Suisse et cherche ainsi à l'isoler.

La Suisse doit choisir son camp

Face à ces multiples crises, tant au niveau mondial qu'à l'échelle de son voisinage direct, la Suisse est d'une étrange passivité. Elle semble ne croire qu'à l'attentisme, espérant que les problèmes se résoudront d'eux-mêmes sans qu'elle doive s'engager.

Cet immobilisme n'est pas acceptable. La Suisse ne peut pas regarder le monde de son balcon en simple spectatrice. Elle ne peut pas rester les bras ballants face aux défis qu'affronte l'UE. **Entre retour des nationalismes et relance de l'intégration européenne, elle doit choisir son camp !**

VISION ET POSITIONS

Sécurité juridique

Le temps des accords bilatéraux sectoriels et statiques est terminé. Lourd, complexe, obscur, inadéquat pour engranger de nouveaux accords, le bricolage pratiqué depuis 1993 est au bout du rouleau. Par ailleurs, le statu quo n'est pas tenable. Il est synonyme de marginalisation avec des risques accrus de rupture des coopérations existantes. Par conséquent, le cadre institutionnel qui régit les relations entre la Suisse et l'UE doit être profondément rénové. Il doit permettre une relation apaisée, solide et durable.

Dans cette optique, la mise en place d'un accord institutionnel est envisagée depuis une décennie. Des progrès visibles en la matière sont dorénavant nécessaires : **il est urgent de sécuriser les relations entre la Suisse et l'UE.** Qu'il s'agisse de l'accès au grand marché européen ou d'autres coopérations vitales pour la Suisse, notamment dans le domaine des sciences et de la recherche. **Un accord institutionnel permettra cette sécurisation,** même s'il ne peut que constituer une étape intermédiaire dans une intégration européenne de la Suisse appelée à se poursuivre.

Souveraineté réelle

La Suisse ne peut être pensée hors de l'UE. En effet, elle est au cœur du dispositif, géographiquement mais aussi aux plans économique, social et culturel. Avec des valeurs et des intérêts communs, des centaines de milliers de personnes franchissant la frontière au quotidien, un milliard de francs échangés chaque jour ouvrable, elle est profondément intriquée dans la vie de l'UE, avec laquelle elle entretient une étroite interdépendance.

Dans un monde interconnecté, nul n'assume son pouvoir en faisant cavalier seul. Au contraire, la force d'un Etat tient à sa capacité à prendre influence dans les instances communes pour défendre ses intérêts. Ainsi, souveraineté et isolement ne doivent pas être confondus.

C'est pourquoi la question qui se pose à la Suisse n'est pas de savoir si elle doit entrer dans l'UE, mais de déterminer quel statut elle veut y occuper sachant qu'elle ne pourra nullement s'en extraire. Or, le meilleur statut pour exister dans une communauté d'Etats est de siéger là où se prennent les décisions, avec le droit de vote. Ainsi tant que la Suisse n'est représentée ni au Parlement européen, ni à la Commission européenne, ni au Conseil de l'UE, elle n'a pas d'influence sur l'élaboration d'un droit européen qu'elle ne pourra jamais ignorer. Par ailleurs, que les Suissesses et les Suisses soient, dans leur quotidien, directement touché·e·s par ce droit européen sans qu'elles/ils n'aient voix au chapitre est une aberration pour des citoyen·ne·s attaché·e·s à la souveraineté. En clair, **seule une Suisse membre de plein droit de l'UE renforcera sa souveraineté réelle et celle des Suissesses et des Suisses, en leur octroyant le droit de vote européen.**

Solidarité avec l'UE

L'UE est attaquée de toutes parts : à l'intérieur, par les mouvements et les gouvernements populistes (Italie, Hongrie, Pologne, Tchéquie) ; de l'extérieur, par le retour de régimes et d'idéologies autoritaires (Trump, Poutine, Erdogan), dont l'un des points communs est de rêver d'une déconstruction de l'UE et d'un retour aux Etats-nations.

Dans cette bataille, la Suisse reste passive avec comme seule préoccupation ses intérêts économiques. Elle se comporte comme si elle était située hors de l'UE, loin de son influence. Elle agit comme si l'UE ne courrait aucun risque et que la seule attitude pertinente à son égard était d'en tirer profit. Or, **la réussite d'une Suisse au cœur de l'Europe dépend fortement de celle de l'UE.** Il est par conséquent essentiel que la Confédération cesse de considérer l'UE comme son adversaire. Elle se doit au contraire de défendre son existence et de contribuer à sa réussite. **Profondément européenne, la Suisse a un devoir et un intérêt à être solidaire vis-à-vis de l'UE,** particulièrement dans une époque où l'organisation de notre continent et ses valeurs sont fortement contestées.

PROPOSITIONS POLITIQUES

1. Améliorer le pilotage européen

L'accord institutionnel projeté avec l'UE n'est toujours pas sous toit. La Suisse n'a pas su mettre à profit ces longues années de négociation pour construire un consensus interne sur son contenu. Entre les partis, les partenaires sociaux et les différent·e·s conseiller·e·s fédérales et fédéraux concerné·e·s, la confusion paraît totale. Il en résulte une situation de blocage complet qui constitue un grave échec collectif du Conseil fédéral.

Simultanément, le Nomes constate que les partis politiques manquent de visions et de stratégies claires en matière de politique européenne. Il devient très difficile de savoir quelles sont leurs vraies intentions. Il est inquiétant de constater combien ils s'accrochent à un immobilisme qui mène à une marginalisation progressive de la Suisse.

Au vu de ces différents éléments, le Nomes :

- Demande au Conseil fédéral de prendre ses responsabilités et d'affirmer publiquement que les questions européennes sont d'importance majeure, parce qu'elles touchent le destin de la Suisse.
- Demande au Conseil fédéral d'améliorer drastiquement le pilotage collégial des affaires européennes dans le but de leur donner un cap, une stratégie et des impulsions efficaces.
- Demande aux partis politiques suisses de prendre leurs responsabilités et de contribuer à construire un consensus dynamique permettant de relancer rapidement l'intégration européenne de la Suisse.

2. Sécuriser l'accès au marché européen

Aujourd'hui, les relations de la Suisse avec l'UE ne sont pas sécurisées. A terme, ni l'accès au marché, ni les coopérations existantes ne sont garanties. Or le statu quo n'est pas tenable, car il correspond à une lente érosion des liens entre la Confédération et l'UE. Ainsi, l'idée que la Suisse pourrait attendre 2020 ou 2021 pour reprendre des négociations gelées est dangereuse. Rien n'indique en effet qu'après les élections européennes et suisses de 2019, la fenêtre d'opportunité pour la conclusion d'un accord institutionnel soit encore ouverte. De même, le statut d'Etat-tiers, actuellement revu par l'UE, risque d'être toujours moins favorable. Le temps du « sur mesure » est en train de s'achever.

Enfin, la Suisse doit affronter en permanence à l'interne des initiatives populaires isolationnistes. Dans ce contexte difficile, sans un sursaut énergique, le risque est grand que la Suisse conforte sa marginalisation croissante.

Au vu de ces différents éléments, le Nomes :

- Demande au Conseil fédéral de s'engager de manière forte contre les initiatives isolationnistes aux côtés des partis politiques combattant ces textes. Pour le gouvernement, se reposer sur la société civile, comme lors de la campagne de votation sur l'initiative dite « contre l'immigration de masse » de février 2014, est une attitude à la fois risquée et peu courageuse.
- Estime que la Suisse doit intensifier les négociations visant à conclure dans les meilleurs délais un accord institutionnel sécurisant son accès au marché européen, ainsi que les coopérations existantes ou en devenir avec l'UE. Ce processus doit être conduit de concert avec les partenaires sociaux.

3. (R)ouvrir le débat sur l'adhésion

Pour différentes raisons, il n'est pas exclu qu'un accord institutionnel ne puisse pas être réalisé ou qu'il ne présente à terme plus aucun intérêt pour les parties concernées. Dans ce cas, le seul moyen pour la Suisse d'éviter l'isolement sera d'envisager une intégration complète dans l'UE, en tant que membre de plein droit. Or pour qu'un tel scénario n'échoue, il convient d'éviter une impréparation similaire à celle qui a caractérisé les débats avant la votation sur l'adhésion suisse à l'Espace économique européen de 1992. De surcroît, même si un accord institutionnel se met en place, il ne constituera qu'une étape dans une marche de la Suisse vers une plus grande intégration à l'UE. A terme, seul le statut de membre permettra à la Confédération une défense efficace et digne de ses intérêts. Dans tous les cas, pour aborder sereinement l'avenir européen de la Suisse, sans préjugé ni tabou, il convient de (r)ouvrir le débat sur l'adhésion maintenant.

Au vu de ces différents éléments, le Nomes :

- Demande au Conseil fédéral de requalifier l'adhésion à l'UE de simple option à alternative crédible dans le cadre de sa stratégie de politique étrangère, d'autant plus si l'accord institutionnel échoue.
- Demande à la Confédération de lancer des travaux d'évaluation des conséquences pour la Suisse d'une adhésion à l'UE et des différents scénarios susceptibles d'y conduire.
- Engage les partis politiques, les médias et la société civile à ouvrir sans tarder un débat citoyen sans tabou sur une éventuelle adhésion de la Suisse à l'UE.

4. Evaluer les relations européennes

A chaque fois que la Suisse parvient à franchir un obstacle dans ses relations complexes avec l'UE, elle fait l'erreur de considérer le dossier comme clos et de se rendormir aussitôt. Il manque donc un *monitoring* sérieux des relations avec l'UE qui permette d'effectuer une évaluation permanente et d'anticiper les adaptations nécessaires. En particulier, la politique européenne de la Suisse doit être régulièrement interrogée en se demandant quel est le meilleur statut pour le pays, au cœur de l'Europe.

Au vu de ces différents éléments, le Nomes :

- Demande qu'au cas où un accord institutionnel serait conclu, un *monitoring* indépendant de ses effets soit entrepris pour évaluer régulièrement ses avantages et ses inconvénients sur les plans politique, économique et social.
- Demande qu'au bout d'une période de cinq ans, un bilan complet soit établi pour déterminer si ce nouveau statut est conforme aux intérêts d'une Suisse située au cœur de l'UE. Si les constats effectués sont négatifs, ce bilan devrait alors reconsidérer la question de l'adhésion car seule une Suisse membre de plein droit de l'UE renforcera sa souveraineté réelle.

PROPOSITIONS SOCIETALES

5. Promouvoir une Europe intégrée

La Suisse, qui est profondément européenne, n'assume pas sa part dans la promotion des valeurs européennes et de l'Union qui les incarne. En fait, la Suisse n'aborde la question européenne que sous l'angle de l'intérêt économique et que par des mobilisations spasmodiques en cas de votation. Résultat, la méconnaissance des Suisses·es – y compris dans les cercles politiques – de l'histoire, des valeurs, des institutions, des actions et des réussites de l'UE est assez ahurissante.

Au vu de ces différents éléments, le Nomes :

- Demande au Conseil fédéral et à l'Assemblée fédérale de ne pas subir passivement les discours populistes et nationalistes, mais de les contrer courageusement en montrant notamment l'importance d'un monde ouvert et coopératif.
- Propose que la Confédération développe une politique d'information soutenant le multilatéralisme et montrant aux citoyen-ne-s l'importance d'une Europe intégrée.
- Demande que cet effort d'information et de conscientisation européennes soit effectué dans la durée et sous des angles plus vastes que le seul profit économique, grâce à un travail de communication efficace soutenu par des crédits pérennes.

6. Combattre les fake news

Dans le domaine des affaires internationales et de la politique européenne, les *fake news* (fausses nouvelles) et le complotisme sont à la fois très présents et particulièrement toxiques. Sans une lutte courageuse et constante contre la désinformation, la Suisse aura beaucoup de peine à garantir son intégration européenne, notamment en raison des défis posés par la démocratie directe. A une politique d'information concernant les enjeux européens doit donc correspondre une politique de lutte contre la désinformation et de soutien aux médias actifs dans ce domaine.

Au vu de ces différents éléments, le Nomes :

- Demande au Parlement d'étudier les mesures permettant de donner la compétence et les moyens à la Confédération de lutter contre les *fake news*, la désinformation et le complotisme dans le but notamment de contribuer au bon fonctionnement de la démocratie directe.
- Demande au Parlement d'étudier des mesures de soutien aux médias s'engageant à lutter activement contre les *fake news* et le complotisme.
- Demande à la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR) d'intensifier sa lutte contre la désinformation et les *fake news* dans le cadre de ses émissions existantes et par des actions spécifiques.

7. Lier Parlement suisse et Parlement européen

En 2019, le Parlement européen et le Parlement suisse seront renouvelés. Ces deux élections auront un impact majeur sur le destin de la Suisse. Or, les citoyen-ne-s suisses ne pourront pas élire de député-e-s européen-ne-s, ni participer aux débats concernant leurs programmes. Pourtant, le droit européen influence toujours plus le droit suisse.

De manière générale, les citoyen-ne-s suisses sont sous-informé-e-s quant aux activités du Parlement européen, même quand son action les concerne directement.

Au vu de ces différents éléments, le Nomes :

- Demande aux partis politiques suisses de penser leur action dans le cadre des familles européennes auxquelles ils appartiennent, en intensifiant notamment leurs liens avec les député-e-s européen-ne-s.
- Propose que les partis politiques informent les citoyen-ne-s suisses sur leurs liens avec le Parlement européen et les travaux qui s'y déroulent, notamment au travers de leurs membres et leurs élus binationaux encouragés à développer une vision européenne de leur action.

8. Discuter avec les citoyen-ne-s de l'avenir de l'UE

Partout en Europe, la société civile discute de la refondation ou de la relance du projet européen. Intenses, ces débats contribuent à dessiner l'avenir de notre continent. Privé-e-s du droit de vote européen, à l'écart de ces débats, les citoyen-ne-s suisses ne participent pas à ces échanges sur l'avenir de notre conti-

ent, bien qu'elles/ils soient directement concerné-e-s. Cette impossibilité de se projeter dans l'avenir européen contribue au repli d'une opinion publique suisse incitée à considérer l'Europe comme un spectacle qui ne la concerne pas.

Au vu de ces différents éléments, le Nomes :

- Demande à la société civile et aux actrices et acteurs économiques de soutenir l'organisation de Forums permettant aux citoyen-ne-s suisses de s'interroger sur le développement de la construction européenne et d'émettre des propositions.
- Demande aux universités et aux instituts académiques d'intensifier la formation, la recherche, la production de savoir et le débat sur les enjeux européens.
- Demande aux cantons et aux communes – au travers notamment du réseau des communes d'Europe et des jumelages de villes – de soutenir les discussions citoyennes sur l'avenir de l'Europe dans un esprit d'échanges ouverts et concrets sur le terrain.

CONCLUSIONS

Les relations de la Suisse avec son propre continent traversent une phase critique. Aujourd'hui, **l'accès de la Suisse au grand marché européen et à différentes coopérations de première importance n'est pas garanti**. Une marginalisation progressive n'est pas une option concevable et le statut quo pas tenable, car cela signifierait une lente érosion de nos accords avec l'UE.

La Suisse doit donc sans tarder reprendre le chemin de l'intégration européenne. Dans ce but, la recherche d'un accord institutionnel exige un sursaut, avant que la fenêtre d'opportunité ne se referme définitivement. Des solutions créatives doivent être imaginées pour dépasser les derniers blocages. Mais **c'est surtout une question de volonté politique** qui est actuellement déficiente.

Dans ce contexte, **le Nomes appelle à rouvrir le débat sur l'adhésion de manière constructive et sans tabou**. Concrètement, il demande au Conseil fédéral de requalifier l'adhésion à l'UE de simple option à alternative crédible dans le cadre de sa stratégie de politique extérieure. En effet, d'une part, même si un accord institutionnel voit le jour, il ne peut que représenter une étape sur le chemin de l'intégration. Autrement dit, seule une Suisse membre de plein droit de l'UE renforcera sa souveraineté réelle et garantira celle des Suissesses et Suisses en leur permettant d'exercer leur droit de vote européen. D'autre part, en cas d'échec d'un tel accord, alors la question de l'adhésion redeviendra d'actualité. C'est donc maintenant qu'il convient de s'interroger sur cette solution.

Enfin, le succès d'une Suisse au cœur de l'Europe dépend fortement de celui de l'UE. Il est par conséquent essentiel que la Suisse cesse de considérer l'UE comme son adversaire, mais contribue au contraire à sa réussite. Improductif et indigne, le dénigrement systématique de l'UE doit cesser. Mieux, la Suisse a un devoir de solidarité vis-à-vis de l'Europe. **Dans un monde où le populisme et les régimes autoritaires deviennent inquiétants, la Suisse doit choisir son camp et défendre sans ambiguïté les valeurs européennes.**

Nouveau mouvement européen Suisse (Nomes)

Scheibenstrasse 29
Case postale 481
3000 Berne 22
+41 31 302 35 36
info@europa.ch
www.europe.ch
Compte postal : 30-9024-9

   @nomesnebs

 YouTube [youtube.com/user/nebsnomes](https://www.youtube.com/user/nebsnomes)

